

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 12 JANVIER 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1923 (1).

TABLEAU A Services de l'Agriculture

RAPPORT
FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. BRUSSELMANS.

MESSIEURS,

Lors de la discussion du budget de l'Agriculture pour l'année 1922, plusieurs membres du Sénat se sont fait l'écho des craintes qui règnent dans les sphères compétentes quant à l'avenir de cette branche importante de notre activité nationale.

Les éléments statistiques que nous avons pu recueillir depuis ne font que confirmer ces prévisions peu encourageantes.

Nous marchons à une crise et notre devoir est de songer aux moyens de l'enrayer.

Ce n'est pas ici l'endroit pour en discuter les causes. Le fait n'est hélas que trop certain.

(1) Budget, n° 4-VIII.

(2) Composition de la Commission spéciale :

1) *Commission permanente de l'Agriculture* : MM. Tibbaut, président, Brusselmans, Carlier, Colleaux, Crick, De Bruycker, De Coster, De Jaegher, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Housiaux, Jouret (Henri), Jourez, (Léon), Maenhaut, Mostaert, Niezette, Pèriquet, Vanden Corput, Vanden Eynde et Wanters.

2) *Six membres nommés par les Sections* : MM. Ozeray, De Bruycker, David, Vanden Eynde, Raemdonck et Verachtert.

Alors que l'index-number moyen des prix de la vie était de 414 pour la période semestrielle de janvier à juin 1921, de 388 pour la période juin-décembre 1921 et de 372 pour les six premiers mois de 1922, soit une moyenne de 376 pour toute la période 1921 — juin 1922 — les mercuriales de nos marchés indiquaient une moyenne de prix sensiblement inférieurs pour nos productions agricoles,

Une étude très poussée a permis d'établir le tableau suivant :

	1912-1913	1921-1922	Index.
Froment	20.68	64.76	515
Seigle	17.94	60.15	355
Avoine	20.56	66.43	326
Orge	19.96	61.06	506

Pour les fourrages les prix passaient de :

	1912-1913	1921-1922	Index.
Foin	6.06	11.87	235
Paille	7.15	36.47	510 (1)

Les chiffres relatifs aux prix du lin, des cossettes de chicorée, des betteraves et autres plantes industrielles sont malaisés à établir. Il est de notoriété pourtant que ces cultures sont par le moment ou nettement déficitaires, ou fortement menacées.

L'équilibre économique est donc rompu, à la défaveur des prix des produits de l'agriculture. Il l'est malheureusement une seconde fois quand on envisage les prix d'achat des matières premières.

L'agriculture les achète aux prix suivants :

	1912-1913.	1921-1922.	Index N.
Nitrates	26.98	76.05	282
Superphosphates	4.67	19.20	411
Kaïnite	5.00	12.25	245
Chaux	10.22	41.98	411
Farine de lin	19.96	77.90	391
Sons	12.82	45.88	342
Maïs Plata	14.61	49.66	340

La main-d'œuvre se paie de 4 à 500 p. c. de son prix d'avant-guerre.

Si, poursuivant notre étude, nous observons de plus près un produit déterminé : la pomme de terre, par exemple, nous aboutissons à certaines conclusions accessoires qui valent la peine d'être notées.

Le tableau suivant donne la moyenne de notre production :

	Tonnes.	Hectares.	Kilogrammes à l'hectare.
1909-1913	2,925,142	156,488	18,600
1915	3,200,952	159,871	20,030
1919-1920	2,592,531	152,552	16,660

(1) Le chiffre élevé s'explique par la sécheresse de l'été de 1921.

La récolte a été extraordinairement favorable cette année, l'étendue cultivée est estimée à 178,811 hectares (17.20 p. c. d'augmentation sur 1919-1920).

Si nous estimons le rendement à 20 tonnes l'hectare, nous aurions à notre disposition 3,576,220 tonnes.

Cet excédent d'environ 1 million de tonnes sur la récolte de 1921 ne peut être exporté qu'en faible partie. Nous y trouvons l'explication des prix qui furent pratiqués et qui atteignirent presque ceux d'avant-guerre.

La statistique commerciale nous donne à cet égard les chiffres suivants :

Années.	Importation. Tonnes.	Exportation. Tonnes.	Balance.	
			Importation. Tonnes.	Exportation. Tonnes.
1909-1913 . .	122,517	185,795		63,536
1913	127,447	246,755		119,308
1920	41,555	64,530		25,175
1921	307,148	18,465	288,683	
1922	136,214 (1)	53,181 (1)	98,035 (1)	

Les chiffres que je cite pour 1922, s'amélioreront sans doute et rendront la balance de notre commerce international plus favorable.

Constatons toutefois et la diminution de la productivité par hectare et le renversement de la balance commerciale en notre défaveur et ce malgré une production jamais atteinte.

Notre exportation est paralysée. Des pays qui avant la guerre ne nous fournissaient pas de pommes de terre, l'Italie par exemple, en importent actuellement. Nous n'avons su nous créer une clientèle dans les pays à changé élevé, dont aucune barrière douanière ne nous sépare, telle que l'Angleterre, la Hollande, la Suisse.

En pleine crise de baisse, la Hollande parvient à nous envoyer pendant les neuf premiers mois de 1922, 78,600 tonnes.

Cette impuissance dans le domaine du commerce international est typique et se manifeste pour d'autres articles encore.

L'augmentation de l'importation du beurre de l'étranger et spécialement du Danemark et de la Hollande est à ce point de vue saisissante :

	1913.	1921.	1922. Neuf premiers mois.
Total . . .	6,587,247	10,280,918	15,242,235
Hollande . .	5,437,750	6,191,524	7,903,550
Danemark . .	2,034	1,815,547	4,670,667

*
* *

Il est erroné de croire que nous soyons absolument impuissants devant cette situation.

Il est exact que nous ne pouvons espérer couvrir nos besoins en blé. Nous

(1) Chiffres des neuf premiers mois de 1922.

avons importé en 1921 pour environ 875 millions de francs de froment et à cet égard nous resterons toujours tributaires de pays où la culture du blé se fait dans des conditions beaucoup plus avantageuses. Mais il est d'autres domaines où des progrès énormes peuvent être réalisés au prix d'un effort relativement peu considérable.

Nous pourrions, de l'avis d'hommes éclairés, couvrir nos besoins en beurre (importation de 1922 de 150 à 200 millions de francs), en œufs, en lait. Nous pourrions augmenter dans de fortes proportions notre production en viande. Nous pourrions, enfin, exporter à l'étranger notre surplus et certains produits de culture intensive : fruits, légumes fins, etc.

Notre pays se doit une politique agricole éclairée et suivie visant, d'une part, à satisfaire dans la mesure du possible le marché intérieur et de l'autre à exporter à l'étranger certains de nos produits agricoles.

Si nous ne parvenons par un plus grand rendement et les bénéfices de l'exportation à contrebalancer la dépréciation des prix dans notre pays libre-échangiste en cette matière, l'agriculture sera bientôt désertée.

Aussi votre Commission s'est-elle attachée particulièrement à l'étude des questions relatives au développement de l'instruction technique, à l'amélioration scientifique de nos races d'animaux domestiques en un mot à tout ce qui est de nature à améliorer tant en quantité qu'en qualité la production nationale.

*
* * *

Le souci de notre situation financière n'a pas abandonné un instant votre Commission au cours de l'examen du budget sur lequel nous avons l'honneur de vous faire rapport.

Le budget de l'Agriculture occupe à ce point de vue une situation toute particulière.

Il est tout à l'honneur de ce Département d'avoir pu maintenir les dépenses dans des limites extrêmement raisonnables.

Les sommes prévues au budget de 1923 s'élèvent à 203 p. c. de celles du budget de 1913, alors que le pourcentage des autres budgets atteint 512 p. c. (1).

(1) Tous les budgets, dépenses ordinaires et exceptionnelles, exceptés les budgets financiers, et ceux des ministères des Chemins de fer et des Affaires Economiques.

MINISTÈRES et SERVICES.	Crédits demandés pour l'exercice 1913.	Crédits demandés pour l'exercice 1923.	Pourcentage.
<i>Agriculture.</i>	12,648,075 »	25,640,565 »	203
Travaux publics	25,387,550 »	84,052,635 »	331
Dotations	5,543,050 »	11,559,646 »	209
Justice	31,882,733 »	108,024,400 »	339
Affaires étrangères	4,990,686 »	24,404,963 »	488
Intérieur et Hygiène	7,901,805 »	43,842,283.77	555
Sciences et Arts	42,373,029 »	287,434,909 »	678
Industrie et Travail	27,357,500 »	158,453,338 »	579
Colonies (Dep. met.)	1,421,483 »	4,336,070 »	305
Défense Nationale.	78,041,146.82	480,452,519 »	616
Gendarmerie	9,501,800 »	50,994,400 »	537
Finances	25,312,150 »	125,495,704 »	496
Totaux.	272,361,007.82	1,404,692,332.77	512

Alors que l'agriculture intervenait pour 262 p. c. dans les dépenses du royaume en 1913 (1) elles n'y comptent plus que pour 0.98 p. c. dans les prévisions pour 1923.

Pourcent du budget de
l'Agriculture dans les
dépenses globales.
en 1913. en 1923.

Autres budgets.	272,361,007.82	1,406,538.332.77	
Dette publique.	209,371,718.72	1,189,160,927.56	
Dépenses globales.	481,732,726.54	2,595,499,260.33	2.62 p. c. 0.98 p. c.

L'examen du tableau suivant montre d'autre part que le Ministère de l'Agriculture qui a appliqué avec beaucoup d'énergie les directions d'économies données par le Gouvernement.

(1) S'entend les dépenses ordinaires et exceptionnelles de tous les départements précités, ainsi que celui de la dette publique.

Réduction des budgets des dépenses ordinaires et exceptionnelles de 1923 sur les chiffres de 1922.

(Ministères et services ; excepté : 1), Dette publique 2), Chemins de fer, postes et télégraphes 3) non-valeurs et remboursements).

Ministères et services.	Crédits alloués pour l'exercice 1922 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits demandés pour l'exercice 1923.	Diminutions de tous les départements.	P. c. Réduc- tion du total.	Réduction au budget de l'Agriculture	P. c. Réduc- tion au budget de l'Agricul- ture.
Agriculture.	27,581,566 »	25,640,565 »	1,941,001 »			
Travaux Publics . . .	92,844,740 »	84,052,635 »	8,792,105 »			
Dotations	11,837,800 »	11,559,646 »	278,154 »			
Justice	113,289,648 »	108,024,400 »	5,265,248 »			
Affaires Étrangères . .	26,469,069 »	24,404,963 »	2,064,106 »			
Intérieur et Hygiène . .	47,340,763 »	43,842,283 »	3,498,480 »			
Sciences et Arts . . .	289,186,842.87	287,434,909.77	1,751,932.50			
Industrie et Travail . .	158,507,130 »	158,453,338 »	53,792 »			
Colonies	4,451,557 »	4,336,970 »	114,587 »			
Défense Nationale . . .	484,019,146 »	480,452,519 »	3,566,627 »			
Gendarmerie	51,007,085 »	50,994,400 »	12,685 »			
Finances	129,122,638 »	125,495,704 »	3,626,934 »			
Affaires Économiques . .	2,097,685 »	1,646,000 »	451,685 »			
			Réduc. totale.			
Total des Budgets. . .	1,437,755,669.87	1,406,338,332.77	31,417,355.50	2.18 p. c.		
Réduction du budget de l'Agriculture s/chiff. 1922	27,581,566 »	25,640,565 »			1,941,001	7 p. c.

Cette situation ne peut qu'inspirer à ceux qui étudient de près les choses de l'Agriculture et qui savent combien la vie de cette grande industrie nationale est menacée quelques réflexions et quelques inquiétudes.

Sans doute, le moment n'est pas aux largesses, aux initiatives, même hautement recommandables, mais dont les dépenses ne se justifieraient pas par la nécessité ou le rendement certain et rapide. Tout le monde admet que des compressions s'imposent, mais votre Commission se demande avec inquiétude si la part de sacrifices qu'on demande de l'agriculture n'est pas proportionnellement trop forte.

Les chiffres cités plus haut seraient de nature à le prouver. Quand nous comparons, en outre, l'activité d'autres départements ministériels dans des matières similaires, notamment quand nous étudions l'organisation et les dotations de l'enseignement industriel et technique, nous nous rendons compte d'un certain manque de justice distributive.

Aussi votre Commission s'est-elle vue obligée de s'écarter des propositions ministérielles pour trois articles.

A l'article 22. Elle propose une augmentation de 50,000 francs, qu'elle justifie par les considérations suivantes :

Les crédits demandés sont indispensables pour assurer l'application des règlements sur l'amélioration des animaux domestiques et, vu l'urgence de cette amélioration, ces crédits doivent même être augmentés. Il importe de ne pas perdre de vue que ces crédits doivent être employés pour améliorer la productivité de notre cheptel national. L'amélioration méthodique de la production nous permettra, en effet, dans un avenir plus ou moins rapproché, de fournir au marché belge une quantité largement suffisante de produits d'origine animale. Il résulte, en effet, des recherches faites par l'Institut de Zootechnie que la productivité de notre cheptel peut être augmentée dans de fortes proportions. Dans plusieurs élevages d'élite de bêtes bovines, on arrive déjà à une production moyenne pour les vaches adultes de 5,000 litres de lait avec 5.5 p. c. de teneur moyenne en matières grasses. Il résulte, d'autre part, des recherches faites dans le même Institut, ainsi que des résultats obtenus dans les concours de ponte que la productivité en œufs de nos races de volailles indigènes peut être portée à une moyenne annuelle de 150 œufs par tête. Ces chiffres dépassent de 2,000 litres et de 0.5 p. c. de matières grasses la production moyenne des vaches laitières, et de 50 p. c. la production en œufs des poules.

La généralisation de ces résultats nous rendra indépendants de l'étranger pour le lait, pour le beurre et pour les œufs. De plus, cette surproduction permettra au cultivateur de diminuer le prix de vente de ses produits. Car on ne peut pas perdre de vue qu'un rendement minimum est indispensable pour couvrir les frais de production.

Le service des élevages d'élite de bêtes bovines a déjà rendu des services appréciables à ce sujet, et il y a lieu de continuer dans cette voie et de mettre à la disposition de ce service tous les moyens nécessaires à la réalisation de son programme.

A l'article 41, votre Commission propose une augmentation de 200,000 francs.

Le Département de l'Agriculture s'est particulièrement appliqué cette année au développement de l'enseignement agricole primaire.

Le Département a mis sur pied le programme d'un enseignement postsecondaire conçu d'une façon très pratique. Des cours hivernaux sont donnés le soir et comprendront un cycle de 200 leçons d'une heure chacune à donner en deux ans.

Cette initiative a obtenu un succès remarquable.

Les cours normaux destinés à former le personnel enseignant ont été suivis par un millier d'élèves. On peut prévoir qu'un millier de communes, soit environ 50 p. c. des communes rurales organiseront cet enseignement si les crédits prévus au budget sont suffisants.

Les considérations par lesquelles débutent ce rapport militent d'autre part en faveur de l'amélioration de l'instruction technique de nos populations rurales. La dépense ainsi faite sera d'un rendement immédiat. Elle est d'ailleurs minime. Les provinces, les communes et l'initiative privée ne marchandent pas leur concours. L'État ne prendra à sa charge qu'un subside annuel de 500 fr. en moyenne par école.

Les renseignements parvenus à la Commission laissent prévoir que les estimations du budget tel qu'il est présenté permettront de subsidier 500 de ces cours. Votre Commission estime qu'il y a lieu d'en prévoir un millier et qu'il faudrait les doter en outre d'un certain matériel didactique. La dépense supplémentaire qui en résulterait est estimée à 200,000 francs. Elle espère que le Département de l'Agriculture mettra à l'étude une organisation similaire de l'enseignement ménager agricole du degré inférieur et de l'enseignement moyen agricole sur la base de la réglementation prévue pour l'enseignement technique et industriel.

A l'article 81, votre Commission propose d'insérer un crédit de 2,000,000 pour subsides à l'entretien de la voirie communale.

Le chiffre de 8,000,000 proposé cache en réalité un déficit de l'exercice précédent : fin 1922, le Département était saisi de propositions de liquidations de subsides déjà accordés au total de 3,910,000 francs.

Il n'y aurait donc de disponible qu'environ 4,000,000 de francs. Tout crédit pour l'entretien de la voirie agricole ou des chemins vicinaux de grande communication est supprimé.

Comparons cette situation à celle existant avant-guerre.

*Sommes portées au budget
non compris les dépenses recouvrables, pour l'amélioration et l'entretien
de la voirie communale.*

ANNÉES.	AMÉLIORATION		ENTRETIEN	
	ORDINAIRE.	EXTRAORDINAIRE.	VOIRIE AGRICOLE.	CHEMINS VICINAUX DE G. C.
1911	3,200,000	3,000,000	—	697,500 + 300,000 suppl.
1912	3,200,000	4,000,000	200,000	1,000,000
1913	3,200,000	500,000	200,000	1,000,000
1914	3,200,000	2,000,000	200,000	1,000,000
1919	3,200,000 + 605,000 suppl.	—	88,000	2,000,000
1920	3,200,000	—	200,000	2,500,000
1921	3,200,000	—	200,000	2,500,000
1922	5,000,000 (*)	—	150,000	3,500,000

(*) Dont 1,800,000 en charge temporaire.

La simple lecture de ces chiffres vous convaincra de l'extrême modération de nos propositions. Si la Chambre suit votre Commission, il n'y aura de disponible en 1922, pour l'amélioration et l'entretien de la voirie, qu'un total de 6,000,000 contre 6,400,000 en 1914, 3,900,000 en 1915, 8,400,000 en 1912, 7,200,000 en 1911.

Ces dépenses doivent être faites. Si on ne les fait à temps, il en résultera des travaux de réfection beaucoup plus onéreux encore.

L'activité du Département de l'Agriculture ne se borne pas, dans la conception de votre Commission, à la gestion des intérêts qui lui sont confiés.

Votre Commission exprime le désir que le Département de l'Agriculture insiste pour que les autres Départements prennent en bonne considération les nombreux intérêts agricoles qui ressortissent à leur activité.

L'agriculture ne peut être perdue de vue dans les traités de commerce et l'établissement des tarifs douaniers. Il y aurait lieu d'étudier l'organisation systématique de nos exportations.

Les problèmes des transports par chemin de fer et par eau intéressent au plus haut point l'agriculture. Leur organisation, leurs tarifs et leur rapidité sont des éléments de première importance pour elle.

L'extension des mesures prises par le Ministère de l'Industrie et du Travail en faveur des habitations à bon marché; la construction de petites fermes; la réparation des dommages de guerre; l'établissement et le mode de perception de certaines impositions soulèvent des questions de grande importance au point de vue agricole.

Même le futur statut de l'Armée (congrés agricoles, période d'appel au service) l'intéresse.

Votre Commission souhaite que le Département de l'Agriculture intervienne utilement dans toutes ces questions.

*
* * *

Votre Commission recommande la prompt solution de certains problèmes n'entraînant aucune dépense nouvelle telle que la loi sur les baux à ferme et la représentation de l'agriculture.

*
* * *

Certains membres font en outre des recommandations de nature à assurer l'emploi judicieux des sommes prévues au budget.

A l'article 2, certains membres ont signalé l'infériorité des traitements du personnel du Ministère de l'Agriculture. Ils désirent savoir quels remèdes M. le Ministre compte y apporter à leur situation

A l'article 11, certains membres se sont demandés s'il n'y avait pas lieu d'envisager une nouvelle réglementation en matière de lutte contre la tuberculose, réglementation qui serait de nature à envisager le mal par une police plus stricte des étables.

A l'art. 22, des membres font remarquer que l'élevage bovin souffre du manque de taureaux dont l'entretien est rendu particulièrement onéreux pour la situation économique.

C'est surtout le cas dans les régions sablonneuses des Flandres où l'élevage n'étant que pratiqué précédemment et où il s'était développé progressivement grâce aux syndicats créés pour l'acquisition en commun des taureaux.

La modification brusque apportée aux modes d'encouragement officiel a fait tomber ces syndicats, et la variété des taureaux admis est telle que leur nombre ne dépasse vraisemblablement pas un sur trois cents vaches.

M. le Ministre ne pourrait-il rechercher les moyens de remédier à cette situation en rétablissant temporairement en tout ou en partie les modes d'intervention officielle existant précédemment.

Certains membres croient que le remède à cette situation serait la meilleure répartition de la prime de conservation en reportant la plus grande partie de cette prime sur des sujets plus âgés que ce n'est le cas pour le moment.

A l'article 23, des membres tiennent à marquer leur adhésion à la création du corps des conseillers de zootechnie.

Le développement de ce service semble toutefois s'imposer :

Si les éleveurs se sont attardés si longtemps dans des voies qui ne pouvaient les conduire qu'à des progrès plus apparents que réels, c'est parce qu'ils n'avaient pas pour les guider, des hommes familiarisés à la fois avec la pratique agricole et avec les théories scientifiques qui sont à la base de l'amélioration du bétail.

Il était indispensable d'avoir recours à des spécialistes particulièrement préparés. Il est regrettable que d'autres tendances se soient manifestées dans certains milieux où l'on méconnaît bien à tort les avantages de la spécialisation que l'arrêté-royal du 14 novembre 1919 a mise en pratique en créant un corps spécial de conseillers de zootechnie.

A l'article 27, des membres se sont plaints de ce que le Département de l'Agriculture ait établi, sans consulter les intéressés, de nouvelles règles d'intervention officielle dans les mutualités provinciales de réassurance des bêtes chevalines, bovines, caprines et porcines.

Ces règles, appliquées brusquement, amèneraient la chute de ces organismes qui constituent un progrès important. Les sociétés sont d'accord pour demander un concours financier plus important à leurs membres, mais elles ne peuvent arriver au but visé que progressivement. Elles espèrent que M. le Ministre ne découragera pas leurs efforts.

A l'art. 52, certains membres désirent savoir s'il est dans les intentions de M. le Ministre de subsidier des instituts donnant leur enseignement conformément au programme de l'Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole de l'Etat.

Ces instituts seraient-ils éventuellement qualifiés pour délivrer eux-mêmes leurs diplômes ?

A l'art. 57, certains membres demandent à M. le Ministre s'il est exact que pour être attaché aux écoles ménagères agricoles ambulantes il faille posséder le diplôme de l'Institut normal supérieur. Ils estiment, en effet, que ces fonctions peuvent être très bien remplies par des candidats n'ayant suivi que des cours d'enseignement agricole du degré moyen.

Aux articles 60, 61, 62 et 63 plusieurs membres demandent à M. le Ministre des explications au sujet des crédits destinés au Service phytopathologique — dont la prétendue exagération a été dénoncée par la presse.

A l'article 78, des membres signalent l'intérêt qu'il y aurait, en vue du reboisement, de charger le personnel des eaux et forêts de l'aménagement et de la surveillance de champs d'expériences sylvicoles qui permettraient aux propriétaires de se rendre compte des essences convenant à leurs terres.

Ces membres font remarquer l'intérêt qu'il y aurait à subsidier plus fortement le défrichement. Le rendement, même au point de vue fiscal de cette mesure est incontestable.

Il y aurait en tous cas, lieu de veiller à la répartition plus adéquate des subsides entre les fonctionnaires chargés de les distribuer.

Votre Commission recommande vivement à votre attention les problèmes signalés plus haut. Ses membres ne peuvent nous cacher qu'une certaine impression de délaissement a existé dans les cercles agricoles. Ce manque d'intérêt, qui parfois se changeait en hostilité, leur fut pénible. Ils se réjouissent de l'attention de plus en plus vive que le public semble porter aux problèmes qu'ils vous soumettent. Ils souhaitent que cette sollicitude, encouragée par l'exemple de notre auguste Souverain, ne fera que croître au grand profit du Pays et d'une des plus vigoureuses classes de sa population.

Amendements proposés par la Commission

—

Art. 22. — Augmenter le crédit de 50.000 francs et le porter en conséquence à fr. 1,523,500 »

Art. 41. — Augmenter le crédit de 200.000 francs et le porter en conséquence à fr. 817,400 »

Art. 81. — Inscrire à l'article un crédit de 2,000,000 de francs pour subsides à l'entretien de la voirie communale et porter le crédit de l'article à . . fr. 10,000,000 »

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

—

Art. 22. — Het crediet te verhoogen met 50,000 frank en het bijgevolg vast te stellen op
fr. 1,523,500 »

Art. 41. — Het crediet te verhoogen met 200,000 frank en het bijgevolg vast te stellen op
fr. 817,400 »

Art. 81. — In dit artikel een crediet van 2,000,000 frank uit te trekken voor toelagen tot onderhoud dergemeentewegen en het crediet van het artikel te verhoogen tot 10,000,000 frank.

Le Rapporteur,
F. BRUSSELMANS.

Le Président,
E. TIBBAUT.



19)

(1)

(Nr 86.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JANUARI 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

TABEL A.

Landbouwdiensten.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER BRUSSELMANS.

MIJNE HEEREN,

Bij de behandeling der Begrooting van Landbouw voor het dienstjaar 1922 werd door verscheidene leden van den Senaat er op gewezen, hoe men in de bevoegde kringen bekommerd is over de toekomst van dien belangrijken tak van 's Lands bedrijvigheid.

De statistische gegevens, die wij konden inwinnen, bevestigen deze weinig aanmoedigende vooruitzichten.

Wij gaan eene crisis te gemoet en wij hebben tot plicht te onderzoeken door welke middelen men ze zal kunnen te keer gaan.

(1) Begrooting, nr 4-VIII.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) *Bestendige Commissie voor den Landbouw* : de heeren Tibbaut, voorzitter, Brusselmans, Carlier, Colleaux, Grick, De Bruycker, De Coster, De Jaegher, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Housiaux, Joret (Henri), Jorez (Léon), Maenhaut, Mostaert, Niezette, Périquet, Vanden Corput, Vanden Eynde en Wauters.

2) *Zes leden benoemd door de Afdelingen* : de heeren Ozeray, De Bruycker, David, Vanden Eynde, Raemdonck en Verachtert.

In dit verslag dienen de oorzaken daarvan niet te worden besproken. Het feit kan eilaas! niet worden betwist.

Terwijl het gemiddeld index-number der levensbehoeften 441 bereikte voor het zesmaandelijksch tijdvak Januari-Juni 1921, 388 voor het tijdvak Juni-December 1921 en 372 voor de eerste zes maanden van 1922, of gemiddeld 376 voor het gansche tijdvak 1921-Juni 1922, bleek uit de staten onzer marktprijzen dat onze landbouwproducten eenen merkkelijk lageren gemiddelden prijs bereikten.

Door eene zeer grondige studie kon men de volgende tabel vaststellen :

	1912-1913	1921-1922	Index
Tarwe	20.68	64.76	313
Koorn	17.94	60.13	335
Haver	20.36	66.43	326
Gerst	19.96	61.06	306

Voor het veevoeder stegen de prijzen als volgt :

	1912-1913.	1921-1922.	Index.
Hooi	6.06	11.87	235
Stroo.	7.13	36.47	510 (1)

De cijfers betreffende de prijzen van het vlas, van de suikerij, van de beeten en van andere nijverheidsgewassen kunnen moeilijk vastgesteld worden. Het is nochtans algemeen bekend dat die gewassen thans ofwel een tekort opleveren, ofwel erg bedreigd zijn.

Het economisch evenwicht is dus verbroken, en wel ten nadeele van de prijzen der landbouwproducten. Het is, jammer genoeg, een tweede maal verbroken, wanneer men den aankoop prijs der grondstoffen in aanmerking neemt.

Door de landbouwers worden die tegen de volgende prijzen aangekocht :

	1912-1913.	1921-1922.	Index N.
Nitraten.	26.98	76.05	282
Superphosphaten . .	4.67	19.20	411
Kainiet	5.00	12.25	245
Kalk	10.22	41.98	411
Lijnmeel	19.96	77.90	391
Zemelen	12.82	43.88	342
Maïs Plata	14.61	49.66	340

De arbeidslonen bedragen 4 tot 500 l. h. meer dan vóór den oorlog.

Indien wij onze studie voortzetten en een bepaald product : den aardappel, bij voorbeeld, nader in aanmerking nemen, komen wij tot zekere conclusiën, die dienen te worden aangeteekend.

In onderstaande tabel wordt onze gemiddelde productie aangegeven :

(1) Het hooge cijfer wordt verklaard door de droogte van den zomer in 1921.

	Ton.	Hectaren.	Kilogram per hectare.
1909-1913 . . .	2,925,142	156,488	18,600
1913 . . .	3,200,932	159,871	20,030
1919-1920 . . .	2,592,531	152,552	16,660

De oogst was dit jaar buitengewoon gunstig; de bebouwde oppervlakte wordt geraamd op 178,811 hectaren (17.20 t h. meer dan in 1919-1920).

Zoo wij de opbrengst ramen op 20 ton per hectare, dan zullen wij beschikken over 3,576,220 ton.

Deze meerdere opbrengst van 1 miljoen ton, in vergelijking met den oogst in 1921, kan slechts voor een gering deel uitgevoerd worden. Dat verklaart de prijzen, die werden bekomen en bijna de prijzen van vóór den oorlog bereikten.

De handelsstatistiek geeft ons hieromtrent de volgende cijfers :

Jaren.	Invoer. Ton.	Uitvoer. Ton.	Invoer. Ton.	Balans. Uitvoer. Ton.
1909-1913 . . .	122,517	185,793		63,536
1913 . . .	127,447	246,755		119,308
1920 . . .	41,355	64,530		23,175
1921 . . .	307,148	18,465	288,683	
1922 . . .	156,214 (1)	33,181 (1)	98,033 (1).	

Ongetwijfeld zullen de cijfers, die ik vermeld voor 1922, gunstiger worden en daardoor zal ook de balans van onzen internationalen handel gunstiger worden.

Wij behoeven nochtans vast te stellen én de vermindering van voortbrenging per hectare én de omkeering der handelsbalans te onzen nadeele, en wel ofschoon de voortbrenging nooit zoo groot was.

Onze uitvoer is lam gelegd. Landen, die ons vóór den oorlog geen aardappelen leverden, Italië bij voorbeeld, voeren er thans in. Wij konden ons geen vertierweden verzekeren in de landen met hoogen wissel, waarvan wij door geen enkele tolgrens zijn gescheiden, namelijk in Engeland, Nederland, Zwitserland.

In volle dalingscrisis slaagt Nederland er in, ons, in de eerste negen maanden van 1922, 78,600 ton te zenden.

Die onmacht op het gebied van den internationalen handel is kenschetsend en doet zich ook voor andere artikelen voor.

In dit opzicht is de toeneming van den boterinvoer uit het buitenland, inzonderheid uit Denemarken en Nederland, treffend :

	1913.	1921.	1922. Eerste negen maanden.
Totaal . . .	6,587,247	10,280,918	15,242,255
Nederland . .	5,457,750	6,191,524	7,903,350
Denemarken. .	2,034	1,813,547	4,670,667.

*
* *

(1) Cijfers voor de eerste negen maanden van 1922.

Het is een dwaling te gelooven dat wij totaal onmachtig staan tegenover dezen toestand.

Waar is het, dat wij er niet mogen aan denken, onze graanbehoefte te dekken. In 1921 hebben wij voor ongeveer 875 miljoen frank ingevoerd en dienaangaande zullen wij altijd blijven afhangen van landen, waar de graanteelt in veel gunstigere omstandigheden geschiedt. Doch er zijn andere gebieden, waar aanzienlijke vooruitgang kan worden verwezenlijkt ten prijze van een betrekkelijke geringe inspanning.

Naar de meening van verlichte mannen, zouden wij onze behoeften aan boter (invoer, in 1922, van 150 tot 200 miljoen frank), van eieren en melk kunnen dekken. Wij zouden in een ruime verhouding onze vleeschproductie kunnen vergrooten. Wij zouden, eindelijk, naar den vreemde ons teveel en sommige producten van intensieve cultuur kunnen uitvoeren, zooals : fruit, fijne groenten, enz.

Ons land behoeft een verlichte en met den tijd méeegaande landbouwpolitiek, welke er op uit is, eensdeels, de binnenmarkt in de mate der mogelijkheid te voldoen en, anderdeels, naar den vreemde sommige van onze landbouwproducten uit te voeren.

Indien wij er niet toe komen, door een grootere opbrengst en door de winsten van den uitvoerhandel de ongunstige prijsnoteeringen te vergoeden in ons land dat in deze zaak den vrijhandel toepast, dan zal de landbouw weldra daargelaten worden.

Ook heeft uwe Commissie er zich voornamelijk op toegelegd, de vraagpunten te bestudeeren betreffende de uitbreiding van het vakonderwijs, de wetenschappelijke verbetering van onze huisdieren, kortom, betreffende al wat van aard is om 's Lands productie zoowel in hoeveelheid als in hoedanigheid te verbeteren.

*
* * *

De bezorgdheid voor onzen financieelen toestand werd door uwe Commissie tijdens het onderzoeken van de onderhavige begrooting geen oogenblik uit het oog verloren.

De Begrooting van Landbouw bekleedt in dit opzicht eene zeer bijzondere plaats.

Het strekt dit Departement ter cere, dat het de uitgaven binnen uiterst redelijke grenzen heeft kunnen houden.

De sommen, op de begrooting voor 1923 voorzien, bedragen 203 t. h. van die der begrooting voor 1913, wanneer het percentage der andere begrootingen 512 t. h. bedraagt (1).

(1) Al de begrootingen, gewone en uitzonderlijke uitgaven, uitgezonderd de financieele begrootingen, die van Spoorwegen en van Economische Zaken.

MINISTERIËN EN DIENSTEN.	Aangevraagde credieten voor het dienstjaar 1913.	Aangevraagde credieten voor het dienstjaar 1923.	Percentage.
Landbouw	12,648,075 »	25,640,565 »	203
Openbare Werken.	25,387,550 »	84,052,635 »	331
Dotatiën	5,543,050 »	11,559,646 »	209
Justitie. 4 . . .	31,882,733 »	108,024,400 »	339
Buitenlandsehe Zaken	4,990,686 »	24,404,963 »	488
Binnenl. Zaken en Volksgezond.	7,901,805 »	43 842,283.77	555
Wetenschappen en Kunsten. . .	42,373,029 »	287,434,509 »	678
Nijverheid en Arbeid	27,357,500 »	158,453,338 »	579
Koloniën Moederland.	1,421,483 »	4,336,000 »	305
Landsverdediging	78,041,146.82	480,452,519 »	616
Gendarmerie	9,501,800 »	50,994,400 »	537
Financiën	25,312,150 »	125,495,704 »	496
Totaal	272,361,007.82	1,404,692,332.77	512

Waar de landbouw, in 1913, in 's Lands uitgaven een procent van 262 bereikte (1), telt het voor 1923 in de begrootingsramingen nog slechts voor 0.98 t. h.

Procent van de Landbouwbegroting
in de algemeene uitgaven :
in 1913. in 1923.

Andere begroo- tingen	272,361,007.82	1,406,338,332.77	
Openbare schuld	209,571,718.72	1,189,160,927.56	
Algemeene uit- gaven	481,732,726.54	2,595,499,260.33	2.62 t. h. 0.98 t. h.

Het onderzoek van de volgende tabel toont, anderzijds aan, dat het Ministerie van Landbouw met veel wilskracht de bezuinigingsleiding van de Regeering heeft toegepast.

(1) Namelijk de gewone en uitzonderlijke uitgaven van al de voormelde departementen, evenals van de openbare schuld.

Vermindering van de begrotingen der gewone en uitzonderlijke uitgaven van 1923 op de cijfers van 1922.

(Ministeriën en diensten; uitgezonderd: 1^o Openbare Schuld, 2^o Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, 3^o Onwaarden en terugbetaling).

Ministeriën en Diensten.	Credieten toegekend voor het dienstjaar 1922 (daarbij begrepen de bijcredieten).	Credieten aangevraagd voor het dienstjaar 1923.	Vermindering voor al de departementen	T. h. vermin- dering op het totaal.	Verminderings op de Landbouw- begrooting.	T. h. vermin- dering op de Land- bouw- begroo- ting.
Landbouw	27,581,566 »	25,640,565 »	1,941,001 »			
Openbare Werken . . .	92,844,740 »	84,052,635 »	8,792,105 »			
Dotatiën	11,837,800 »	11,559,646 »	278,154 »			
Justitie	113,289,648 »	108,021,400 »	5,268,248 »			
Buitenlandsche Zaken.	26,469,069 »	24,404,963 »	2,064,106 »			
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.	47,340,763 »	43,842,283 »	3,498,480 »			
Wetenschappen en Kun- sten	289,186,842.87	287,534,909.77	1,751,932.50			
Nijverheid en Arbeid.	158,507,130 »	158,453,338 »	53,792 »			
Koloniën	4,451,557 »	4,336,970 »	114,587 »			
Landsverdediging . . .	484,019,146 »	480,452,519 »	3,566,627 »			
Gendarmerie	51,007,085 »	50,994,400 »	12,685 »			
Financiën	129,122,638 »	125,495,804 »	3,626,834 »			
Economische Zaken . .	2,097,685 »	1,646,000 »	451,685 »			
Totaal der Begrootingen	4,457,755.669.87	4,406,338,332.77	Algemeene vermindering : 51,417,335.50	2.181.6.		
Vermindering der Land- bouwbegrooting op de cijfers voor 1922. . .	27,581,566 »	25,640,565 »			1,941,001	7 t. h.

Deze toestand is van aard om diegenen, welke van nabij de landbouw-zaken bestudeeren en die weten hoezeer het leven van deze groote lands-nijverheid bedreigd is, te doen nadenken en eenige bezorgdheid te doen hebben.

Ongetwijfeld is er thans geene gelegenheid om zich vrijgevig te toonen, om blijk te geven van initiatief, hoe gewaardeerd anders ook, en wier uitgaven niet zouden kunnen gebillijkt worden door hoogdringendheid of door eene zekere en spoedige winstgevende opbrengst. Iedereen neemt aan dat inkrimpingen noodig zijn, doch uwe Commissie vraagt zich met bezorgdheid af, of het aandeel der opofferingen, welke men van den landbouw vraagt, niet in evenredigheid te sterk is.

De hooger aangehaalde cijfers zouden zulks kunnen bewijzen. Wanneer

wij, overigens, de bedrijvigheid der andere ministerieele Departementen vergelijken in zaken van denzelfden aard, voornamelijk wanneer wij de inrichting en de dotatiën van het industrieel en het vakkundig onderwijs nagaan, dan bemerken wij een zeker gebrek aan bedeevende gerechtigheid.

*
* *

Uwe Commissie achtte zich dan ook verplicht, voor drie artikelen, van de ministerieele voorstellen af te wijken.

Art. 22. — Eene verhooging van 50,000 frank wordt door haar voorgesteld, welke op volgende gronden steunt :

De aangevraagde credieten zijn onontbeerlijk om de toepassing der reglementen op de verbetering der huisdieren te verzekeren en, gezien de hoogdringendheid dezer verbetering, moeten deze credieten worden verhoogd. Men mag niet uit het oog verliezen, dat deze credieten moeten dienen om het voortbrengend vermogen van 's Lands veestapel te verbeteren. De methodische verbetering van dit vermogen zal ons, inderdaad, in staat stellen, in min of meer afzienbaren tijd, op de Belgische markt eene ruimschoots voldoende hoeveelheid dieren te brengen. Uit de opsporingen door het Zootechnisch Instituut gedaan, blijkt dat het voortbrengend vermogen van onzen veestapel in ruime mate kan worden verhoogd. In tal van gevallen, waar het 't fokken van keurvee geldt, bekomt men reeds bij de volwassen koeien eene gemiddelde opbrengst van 5,000 liter melk met een gehalte van 3.5 t. h. vetstof. Anderdeels blijkt uit opzoekingen door hetzelfde Instituut gedaan, alsmede uit de uitslagen bekomen in de legwedstrijden, dat het voortbrengend vermogen in eieren der rassen van ons inlandsch pluimvee jaarlijks op het gemiddeld getal van 150 stuks per kop kan worden gebracht. Deze cijfers overtreffen met 2,000 liter en met 0.5 t. h. vetstof de gemiddelde opbrengst der melkkoeien, en met 50 t. h. de eierenopbrengst der hennen.

Kunnen wij deze uitslagen algemeen maken, dan stellen wij ons onafhankelijk van het buitenland in zake melk, boter en eieren. Deze verhooging van opbrengst zal daarenboven den landbouwer toelaten, den verkoopprijs zijner producten te verminderen. Men mag immers niet uit het oog verliezen, dat eene minimum-opbrengst wordt vereischt om de kosten van voortbrenging te dekken.

De veefokkerij-dienst van keurdieren heeft op dit gebied reeds niet te onderschatten diensten afgeworpen ; men dient dan ook voort te gaan op dien weg en ter beschikking van dezen dienst al de vereischte middelen te stellen om zijn programma uit te voeren.

Op artikel 41 stelt uwe Commissie 200,000 frank verhooging voor.

Het Departement van Landbouw heeft zich dit jaar inzonderheid toegelegd op de uitbreiding van het lager landbouwonderwijs.

Het Departement heeft een practisch programma van naschoolsch onderwijs uitgewerkt. Winterleergangen worden des avonds gegeven en maken een reeks uit van 200 lessen van 1 uur ieder, te geven in den loop van twee jaren.

Dit initiatief heeft een merkwaardigen uitslag opgeleverd.

De normale leergangen om het onderwijzend personeel te vormen, werden door een duizendtal leerlingen gevolgd. Men kan onderstellen, dat een duizendtal gemeenten, dat is ongeveer 50 t. h. der plattelandsche gemeenten, dit onderwijs zullen inrichten, indien de op de begrooting voorzienene credieten voldoende zijn.

De beschouwingen, bij den aanvang van dit verslag uiteengezet, zijn een spoorslag tot verbetering van het vakonderwijs bij onze boerenbevolking. Dergelijke uitgaven werpen onmiddellijk hunne vruchten af. De uitgave is overigens gering. De provinciën, de gemeenten en het privaat initiatief zullen met hun steun niet achterwege blijven. Ten laste van den Staat komt slechts eene jaarlijksche bijdrage van gemiddeld 500 frank per school.

De inlichtingen, door de Commissie ingewonnen, laten voorzien dat de ramingen, zooals zij op de begrooting voorkomen, toelaten zullen, 500 dezer leergangen te steunen. Uwe Commissie is echter van gevoelen, dat men een 1000tal zulke leergangen zou moeten voorzien en ze daarenboven over een zeker onderwijsmateriaal laten beschikken. Deze bijkomende uitgave wordt op 200,000 frank geraamd. Uwe Commissie hoopt dat het Departement van Landbouw de hand zal leggen aan de studie van dergelijke inrichting van het lager landbouwkundig huishoudonderwijs en van het middelbaar landbouwkundig onderwijs, op grondslag van de regeling voorzien voor het vak- en industrieel onderwijs.

In artikel 81 stelt uwe Commissie voor, een crediet van 2,000,000 frank uit te trekken als tegemoetkoming voor het onderhouden der gemeentewegen.

Het voorgesteld cijfer van 8,000,000 bevat feitelijk een tekort van het voorgaande dienstjaar : einde 1922, waren bij het Departement voorstellen ingekomen tot vereffening van reeds verleende toelagen ten bedrage van 3,910,000 frank.

Men zou dus slechts over ongeveer 4,000,000 frank kunnen beschikken. Alle credieten voor het onderhouden der landbouwwegen of der buurtwegen van groot verkeer zijn weggelaten.

Laten wij dezen toestand vergelijken met dien van vóór den oorlog.

Sommen op de begrooting gebracht, daargelaten de verhaulbare uitgaven, tot het verbeteren en het onderhouden der gemeentewegen.

Jaren.	VERBETERING		ONDERHOUD	
	Gewone.	Uitzonderlijke.	Landbouwwegen.	Buurtwegen van groot verkeer.
1911	3,200,000	3,000,000	—	697,500 + 300,000 bijkom.
1912	3,200,000	4,000,000	200,000	4,000,000
1913	3,200,000	500,000	200,000	4,000,000
1914	3,200,000	2,000,000	200,000	4,000,000
1919	3,200,000 + 605,000 bijkom.	—	88,000	2,000,000
1920	3,200,000	—	200,000	2,500,000
1921	3,200,000	—	200,000	2,500,000
1922	5,000,000 (*)	—	150,000	3,500,000

(*) Waarvan 1,800,000 als tijdelijke last.

De bloote lezing van deze cijfers zal u de overtuiging geven, dat onze voorstellen zeer gematigd zijn. Volgt de Kamer uwe Commissie, dan komt er in 1922 voor het verbeteren en onderhouden der wegen slechts eene som beschikbaar van 6,000,000 frank tegen 6,400,000 in 1914, 3,900,000 in 1913, 8,400,000 in 1912, 7,200,000 in 1911.

Deze uitgaven moeten volstrekt gedaan worden. Worden zij echter niet bijtijds uitgevoerd, dan zullen er later veel zwaardere herstellingswerken noodig zijn.

*
* *

Naar de opvatting van uwe Commissie beperkt zich de arbeid van het Departement van Landbouw niet bij het beheer van de belangen die daaraan zijn toevertrouwd.

*
* *

Uwe Commissie drukt den wensch uit, dat het Departement van Landbouw bij de andere Ministeries zou aandringen om rekening te houden met de talrijke landbouwbelangen die onder hunne bevoegdheid vallen.

De landbouw mag niet uit het oog verloren worden bij de handelsverdragen en het vaststellen der toltarieven. De stelselmatige organisatie van onzen uitvoer diende van dichterbij onderzocht te worden.

De vraagstukken van het vervoer per spoor en tewater zijn van het hoogste belang voor den landbouw. De inrichting, de tarieven en het onverwijld vervoer zijn voor den landbouw van de grootste beteekenis.

De uitbreiding van de maatregelen, getroffen door het Ministerie van

Nijverheid en Arbeid ten voordeele van de goedkoope woningen; het bouwen van kleine hoeven; het herstel van de oorlogsschade; het vaststellen en de wijze van innen van zekere belastingen doen vraagstukken oprijzen van het grootste belang wat betreft den landbouw.

Zelfs het toekomstig statuut van het Leger (landbouwverloven, dienstdtijd) zijn daarvoor van belang.

Uwe Commissie hoopt dat het Departement van Landbouw in al deze vraagstukken zijne belangen zal doen gelden.

* * *

Uwe Commissie beveelt de spoedige oplossing van sommige vraagstukken aan, die geene nieuwe uitgaven medebrengen, zooals de wet op de landpachten en de vertegenwoordiging van den landbouw.

* * *

Sommige leden deden bovendien nuttige fingerwijzingen ten einde een redematig gebruik te verzekeren van de op de begrooting uitgetrokken sommen.

Bij artikel 1 hebben sommige leden gewezen op de al te lage wedden van het personeel van het Ministerie van Landbouw. Zij verlangen te weten hoe de Minister hunnen toestand tracht te verbeteren.

Bij artikel 11 hebben eenige leden de vraag gesteld of er geene nieuwe regeling diende gezocht te worden in zake bestrijding van de tuberculose, eene regeling waardoor die kwaal door een strenger toezicht op de stallen zou bestreden worden.

Bij artikel 22 deden leden opmerken dat de veekweek gebrek lijdt aan stieren, waarvan het onderhoud bijzonder moeilijk gemaakt wordt door den economischen toestand.

Dit is vooral het geval voor de zandstreken van Vlaanderen, waar de veekweek vroeger niet zoo belangrijk was, maar zich geleidelijk had ontwikkeld dank zij de syndicaten gevormd voor het gemeenschappelijk aankopen van stieren.

De onverwachte verandering in de wijze van officieele aanmoediging heeft deze syndicaten doen vallen, en het gevolg er van is dat het getal goedgekeurde stieren misschien niet meer is dan één op de drie honderd koeien.

Zou de heer Minister de middelen niet willen opzoeken om dien toestand te verhelpen door tijdelijk de geheele of gedeeltelijke officieele ondersteuning te herstellen?

Enige leden oordeelen dat de oplossing zou kunnen gevonden worden door eene betere verdeling van de « premiën voor behoud », door het grootste deel van deze premie te brengen op oudere dieren dan het nu het geval is.

Bij artikel 23 betuigen eenige leden hunne instemming met het oprichten van een zootecnischen dienst.

Deze dienst schijnt nochtans verdere uitbreiding te vergen.

Zoo de veekwekers zoo lang gewacht hebben den weg op te gaan die hen leiden moest tot een meer oogenschijnlijk dan werkelijken vooruitgang, dan gebeurde dit omdat zij niet geleid werden door mannen die vertrouwd waren tegelijkertijd met den practischen landbouw en met de wetenschappelijke theorieën, welke den grondslag vormen van de verbetering van den veestapel.

Men moest volstrekt te rade gaan bij bijzonder voorbereide specialisten. Het valt te betreuren dat andere strekkingen zich hebben voorgedaan in eenige middens, waar men zeer ten onrechte de voordeelen miskent van de specialiseering, door het Koninklijk besluit van 14 November 1919 in practijk gesteld door de oprichting van een bijzonder korps van consulenten voor de dierenteelt.

Bij artikel 27 hebben eenige leden er over geklaagd dat het Departement van Landbouw, zonder de belanghebbenden te raadplegen, nieuwe regelen van officieele tussenkomst in de provinciale mutualiteiten van herverzekering van paarden, vee, geiten en zwijnen heeft vastgesteld.

Die regelen, plotseling toegepast, zouden leiden tot den ondergang van deze inrichtingen, die nochtans een belangrijke vooruitgang zijn. De vereenigingen zijn het eens om van hare leden eene grootere geldelijke bijdrage te vragen, maar zij kunnen slechts geleidelijk tot het beoogde doel geraken. Zij hopen dat de Minister hare pogingen niet zal ontmoedigen.

Bij artikel 32 hebben eenige leden gevraagd of het in de inzichten van den Minister ligt de inrichtingen te subsidieeren, die haar onderwijs geven overeenkomstig het programma van het Hooger Staatsnormaalinstituut van Landbouw-huishoudkunde.

Zouden deze inrichtingen eventueel gemachtigd zijn zelf hare diploma's af te leveren?

Bij artikel 37 vragen eenige leden aan den Minister of het waar is dat, om verbonden te zijn aan de rondreizende huishoudelijke landbouwscholen, het noodig is het diploma van het Hooger Normaalinstituut te bezitten. Zij zijn inderdaad van gevoelen dat die betrekking zeer goed kan uitgeoefend worden door candidaten die enkel de leergangen van landbouwonderwijs van den middelbaren graad hebben gevolgd.

Bij de artikelen 40, 61, 62 en 63 vragen vele leden aan den Minister verklaringen aangaande de credieten bestemd voor den phytopathologischen dienst, waarvan de zoogezegde buitensporigheid door de pers werd aangeklaagd.

Bij artikel 78 wijzen eenige leden op het belang dat men er bij hebben zou, met het oog op de herbebossching, het personeel van water en bosschen te belasten met het aanleggen van en het toezicht op de proefvelden voor bosschen, die de eigenaars zou toelaten zich rekenschap te geven van de boomsoorten welke best voor hun gronden geschikt zijn.

Zij wijzen tevens op het belang, het ontginnen meer te steunen. De uitslagen, zelf van fiscaal standpunt uit, zijn onbetwistbaar.

Men diende in ieder geval het oog te houden op eene meer passende verdeling van de toelagen onder de ambtenaars belast met de uitdeeling.

Uwe Commissie vestigt nadrukkelijk uwe aandacht op hooger genoemde

vraagstukken. Hare leden kunnen niet verzwijgen dat in de landbouw-middens een zeker gevoel van gebrek aan belangstelling heeft geheerscht. Het werd soms vijandschap, en dit was hun zeer pijnlijk. Zij verheugen zich over de steeds grootere belangstelling van het publiek in de vraagstukken, die zij u onderwerpen. Zij hopen dat deze belangstelling, aangemoedigd door het voorbeeld van onzen Vorst, altijd groeien zal tot groot voordeel van het land en van eene der werkdadigste klassen van zijne bevolking.

Amendements proposés par la Commission

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 22. — Augmenter le crédit de 50,000 francs et le porter en conséquence à fr. 1,523,500 »

ART. 22. — Het crediet te verhoogen met 50,000 frank en het bijgevolg vast te stellen op
fr. 1,523,500 »

ART. 41. — Augmenter le crédit de 200,000 francs et le porter en conséquence à fr. 817,400. »

ART. 41. — Het crediet te verhoogen met 200,000 frank en het bijgevolg vast te stellen op
fr. 817,400 »

ART. 81. — Inscrire à l'article un crédit de 2,000,000 de francs pour subsides à l'entretien de la voirie communale et porter le crédit de l'article à . . fr. 10,000,000 »

ART. 81. — In dit artikel een crediet van 2,000,000 frank uit te trekken voor toelagen tot onderhoud der gemeentewegen en het crediet van het artikel te verhoogen tot 10,000,000 frank.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

F. BRUSSELMANS.

E. TIBBAUT.

